

Document

Les banques programment la crise pour gagner avec elle

(<http://www.legrandsoir.info>)

10 octobre 2011

Pedro Paez, économiste équatorien nommé par Rafael Correa pour impulser la Banco del Sur (Banque du Sud) et la monnaie unique pour la région, signale les intérêts occultes derrière la crise, provoquée par les mêmes qui aujourd'hui définissent les politiques d'ajustement.

Le gouvernement d'Equateur a été un des précurseurs de la nécessité de construire une nouvelle architecture financière pour la région. Pedro Paez Perez, économiste équatorien étroitement lié à Rafael Correa, a participé activement à cette construction, d'abord à partir des charges qu'il occupa dans le gouvernement de Quito et maintenant comme titulaire de la commission équatorienne pour une Nouvelle Architecture Financière. Il a participé à Buenos Aires à divers séminaires et conversé avec Pagina 12, exposant un point de vue très dur sur les causes de la crise financière et ceux qui l'impulse pour en tirer bénéfice.

Raúl Dellatorre - Par expérience, nous savons maintenant comment terminent les politiques d'ajustement. N'êtes vous pas surpris de cette erreur de diagnostic des leaders européens entre ce qui est recherché et ce qui a résulté de ces ajustements ?

Pedro Páez - Il ne s'agit pas d'une erreur de diagnostic. Les crises sont programmées pour gagner avec elles. Les mêmes qui arment les attaques spéculatives sont ceux qui commandent ces politiques. C'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis, avec la crise de la dette. Il n'y avait aucune raison objective de penser qu'elle pourrait conduire au défaut. Il n'y avait aucune question économique qui les empêchait de payer une dette en dollars, quand c'est le pays émetteur des dollars. Il n'y avait aucune question technique qui l'empêchait de continuer à s'endetter. Et néanmoins ils mirent en place une fiction politique d'un plafond à l'endettement dont l'intention était de justifier l'ajustement qui ensuite vint, obligeant la population à le payer. Maintenant il se passe la même chose en Europe, qui a commencé par la Grèce : Goldman Sachs mit au point le maquillage pour endetter le pays, et maintenant la réponse est plus d'ajustements et de privatisations. Qui ne résout pas le problème des banques créancières, mais qui sera une grande affaire pour ceux qui bénéficient des privatisations. Et de plus cela va servir à faire chuter le cours de l'euro.

Raúl Dellatorre - Contre le dollar ? Est-ce une lutte de l'Europe contre les Etats-Unis ?

Pedro Páez - C'est une guerre entre factions, qui ne se définissent pas nécessairement par des limites géographiques. Il y a une ligne de banques étatsuniennes et britanniques d'un côté, qui se disputent les affaires avec les principales banques européennes de l'autre. Mais en même temps il y a une grande banque française plus liée aux capitaux anglo-américains, et d'autres nord-américaines liées au capital européen. Par exemple, Lehman Brothers. Ce n'est pas fortuit que quand elle chuta, en 2008, immédiatement monta le dollar.

Raúl Dellatorre - Vous voulez dire qu'elle frappe plus l'Europe que les Etats-Unis ?

Pedro Páez - Elle sert aux Etats-Unis à justifier l'énorme injection de fonds en faveur de la banque. Sans la crise de Lehman Brothers, c'était impraticable. Des fonds qui allèrent à gonfler les mêmes banques que celles qui provoquèrent la crise des surprimes, des fonds qui allèrent enfler de nouvelles bulles. On reconnaît aujourd'hui que les ressources qu'apporta le secteur public, par divers mécanismes, fut dix fois ce qui avait été reconnu. Le chiffre est de 16 mille milliards de dollars, un chiffre équivalent au PIB étatsunien. Le pouvoir politique ne va pas permettre une solution par voie de crédits au secteur productif, parce qu'elle dépouillerait la responsabilité des banques et les conduiraient à payer les coûts.

Raúl Dellatorre - Et de là l'épicentre de la crise se déplaça en Europe...

Pedro Páez - Qui répond avec plus d'ajustement, plus d'injection de fonds en faveur des banques. Ils commencèrent avec la Grèce, mais ils doivent suivre avec d'autres pays pour maintenir cette dispute entre factions. Et une autre fois il se vérifie, comme dans le cas des Etats-Unis, qu'il n'y a pas de questions objectives dans la justification des politiques d'ajustement, mais des nécessités politiques des groupes financiers qui dominent la scène. Dans le cas de l'Espagne, par exemple, jusqu'à la crise on observe qu'elle eut un meilleur comportement fiscal que l'Allemagne, avec moins de déficit, jusqu'à ce qu'il y eut à secourir les banques. Par conséquent, ce ne fut pas la faute de l'Etat, mais celle des banques. Et néanmoins la réponse fut d'appliquer un dur ajustement. Maintenant c'est le tour de l'Italie, où se développe un fort processus de déstabilisation. Même la guerre en Libye est une part de la guerre entre factions, dans une lutte pour le contrôle du principal fournisseur de pétrole et de gaz à l'Europe méditerranéenne.

Raúl Dellatorre - Je ne vais pas vous demander que vous me racontiez comment termine cette guerre, mais que nous parlions du type de préventions que devrait prendre l'Amérique latine dans ce cadre

Pedro Páez - Nous ne savons pas exactement comment elle va terminer, mais nous pouvons percevoir que nous vivons un processus de croissante inégalité et déséquilibre. Et à la différence d'autres crises, qui surmontèrent l'épisode et parvinrent à rétablir certaines conditions d'équilibre, maintenant ce qui se voit est la distorsion dans les prix relatifs, des matières premières, des métaux, qui ne vont pas nécessairement revenir à leur cours. Parce qu'ils sont gonflés par la spéculation, mesurés en monnaies qui ont aussi une valeur fictive. Nous vivons un état de fort déséquilibre dans lequel les capitaux spéculatifs continuent d'avoir le contrôle. Nous sommes dans une situation extrêmement grave. Le bon est que la région a les outils pour sortir elle-même de cette crise. Elle a la situation dans ses mains, ne dépendant de personne. Mais il faut qu'il y ait une décision politique pour l'appliquer.

Raúl Dellatorre - Synthétiquement, en quoi consiste cette solution ?

Pedro Páez - Il est fondamental de développer les instruments que nous proposons pour réussir à se déconnecter des mécanismes d'impact immédiat de la crise. Commencer à développer l'échange commercial avec une monnaie propre, distincte du dollar, pour laquelle le sucre est une expérience intéressante. Créer nos propres organismes financiers de soutien, comme le Fonds du Sud. De plus, les économies latino-américaines sont parmi les rares qui aujourd'hui sont en croissance réelle dans le monde, et encore avec un énorme besoin d'oeuvres d'infrastructure pour rendre soutenable dans le temps cette croissance. Nous pensons seulement aux oeuvres qui manquent en matière d'énergie, ou au transport pour relier tout le continent. Il faut des sommes énormes, mais c'est un investissement de rendement sûr dans le temps. Juste ce dont ont besoin aujourd'hui les marchés financiers des pays centraux : trouver des investissements à long terme rentables et sûrs, qui soient plus attractifs que la spéculation à court terme. Il faut prendre en compte que c'est là une crise

d'abondance de capitaux financiers qui ne trouvent pas d'attraction dans l'économie réelle. Aujourd'hui les banques européennes offrent des taux négatifs, c'est-à-dire qu'elles touchent les institutions ou pays déposants pour leur garder l'argent. Et à l'Amérique latine ce qui reste ce sont des projets d'investissement rentables dans le temps.

Raúl Dellatorre - Jusqu'à quel point ont réussi à avancer les pays de l'Unasur à se mettre d'accord sur des critères de financement et à impulser ce type de projets ?

Pedro Páez - En ce moment il y a un débat pour savoir si la BID, qui demande à participer, doit intervenir ou non. Je crois qu'il n'y a pas de problèmes à ce qu'elle intervienne, du moment que l'agenda soit celui que propose le Conseil des Ministres de l'Unasur. Nous savons bien comme sont les propositions de la BID et les limites qu'elle pose, par exemple au financement de la recherche d'énergies alternatives, comme l'éolienne. Mais si nous voulons développer en Amérique latine une recherche sur le pétrole, ce sera pour générer des formes plus efficaces de recherche ou d'exploitation, ou pour améliorer l'environnement, il n'y a pas de recours de la BID. Il en est de même avec les projets hydroélectriques, auxquels ils refusent le financement. Par conséquent nous sommes dans une logique où les projets les plus rentables et l'usage de ressources naturelles connues doivent rester pour le capital privé, de préférence étranger. Et les développements les plus chers, les moins rentables, sont pour les Etats. Il en est de même avec l'éducation. Si on révisé les projets que finance la BID, on verra que continue le modèle chilien, celui de l'éducation tarifée dans les universités, par exemple. Pourquoi devons nous poursuivre cette logique, qui approfondit la dépendance ?

Raúl Dellatorre - Ce qui est curieux, en plus, c'est que la BID a une politique de restriction des ressources, non parce qu'elle ne les a pas, mais quand il y a abondance de liquidités sur les marchés financiers.

Pedro Páez - Il y a quelque chose de plus grave que cela : la BID a perdu un quart de son capital social en trois années comme conséquence d'avoir investi des fonds en actifs toxiques aux Etats-Unis. Quelle nécessité avait-elle de spéculer sur des ressources qui devraient être pour le développement et l'intégration régionale ? De plus, elle le fit après 2007, quand la courbe de rendement de ces actifs indiquait que quelque chose de bizarre se passait sur les marchés spéculatifs. Et elle continua à le faire jusqu'à 2010. Bien sûr, pendant ce temps elle maquillait les bilans pour que cela ne se voit pas. Mais récemment un législateur étasunien, Richard Lugar, les obligea à reconnaître dans une commission du Sénat qu'elle avait menti. Et ce n'est pas un sénateur de gauche, c'est un des leaders du parti républicain.